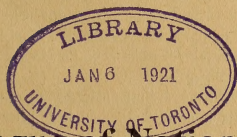




( Société des Nations )

( DEMANDE D'ADMISSION DE COSTA-RICA )  
DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

( MÉMORANDUM PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL )



League of Nations

APPLICATION OF COSTA RICA FOR ADMISSION  
TO THE LEAGUE OF NATIONS

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

1920

DEMANDE D'ADMISSION DE COSTA-RICA  
DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Mémoire par le Secrétaire Général.*

I. Le 14 Septembre 1920, le Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris, en vertu d'instructions de son Gouvernement, a envoyé au Secrétaire Général de la Société une note dans laquelle il a demandé l'admission de Costa-Rica dans la Société des Nations.

Le Secrétaire Général, le 4 Octobre 1920, a transmis cette note au Conseil et aux Etats Membres de la Société. Le texte complet de la note est annexé au présent document (Annexe n° 1).

Une liste des documents se trouvant dans les archives du Secrétariat de la Société ayant trait à la demande d'admission de Costa-Rica dans la Société des Nations est annexée ci-après (Annexe n° 2).

II. Costa-Rica, bien qu'ayant été en état de guerre avec l'Allemagne, n'a pas été Puissance signataire du Traité de Versailles. Elle n'a pas été mentionnée, avec la plupart des autres Etats ayant fait la guerre contre l'Allemagne, dans l'Annexe du Pacte, comme Membre originaire de la Société des Nations et elle n'a pas même été comprise parmi les Etats qui ont été invités à adhérer au Pacte. Cette situation provenait du fait que le Gouvernement de Costa-Rica, pendant la plus grande partie de la guerre et à l'époque de la Conférence de la Paix, s'était vu, pour des raisons bien connues, refuser sa reconnaissance d'une façon presque générale. Le Gouvernement de cette époque, au moins suivant l'opinion de certains Etats, n'avait pas l'appui populaire, mais reposait sur la force militaire. Ses violations de la loi internationale étaient manifestes. Pour ces raisons sans doute, il a été exclu de la Conférence de la Paix et n'était pas compris dans la Société ni invité à adhérer au Pacte.

Après une série de tentatives révolutionnaires contre ce Gouvernement, une révolution fut couronnée de succès vers la fin de 1919 et fut suivie de l'élection de Monsieur Giulio Acosta à la Présidence de Costa-Rica, pour une période de quatre années<sup>1</sup>.

Le 15 Octobre 1920, le Secrétaire Général a télégraphié au Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris, le priant de fournir à la Société, le plus tôt possible, des copies certifiées conformes des actes reconnaissant le Gouvernement actuel de Costa-Rica. Il découle des communications faites par le Chargé d'Affaires de Costa-Rica en réponse à ce télégramme<sup>2</sup> que le Gouvernement actuel de Costa-Rica a été reconnu *en droit* par les Etats suivants, Membres de la Société :

Pays	Date de la reconnaissance
Espagne .....	Mai-Juin 1920
Pays-Bas .....	3 Juillet 1920
Grande-Bretagne .....	Août 1920
France .....	Août 1920
Grèce .....	
Roumanie .....	
Suède .....	
Suisse .....	Juillet 1920
Equateur .....	Juillet 1920
Colombie .....	26 Juillet 1920
Belgique .....	
Paraguay .....	

<sup>1</sup> Voir le paragraphe 6 de la note du Chargé d'Affaires du 20 Octobre 1920.

<sup>2</sup> Ces documents étaient : un télégramme en date du 19 Octobre 1920 envoyé de Madrid et une note en date du 20 Octobre 1920. Dans la note du 20 Octobre se trouvaient inclus des exemplaires de « La Gaceta » de Costa-Rica, dans laquelle étaient publiés les actes de reconnaissance des Pays-Bas, de la Colombie, du Vatican et des Etats-Unis d'Amérique.



## APPLICATION OF COSTA RICA FOR ADMISSION TO THE LEAGUE

### *Memorandum by the Secretary-General.*

I. On September 14<sup>th</sup>, 1920, the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, under instructions from his Government, addressed to the Secretary-General of the League a note in which he requested that Costa Rica be admitted to the League of Nations.

The Secretary-General, on October 4<sup>th</sup>, 1920, transmitted this note to the Council and to the States Members of the League. The full text of the note is annexed to the present document. (Annex 1.)

A list of documents in the archives of the Secretariat of the League, relating to the application of Costa Rica for admission to the League, is annexed. (Annex 2.)

II. Costa Rica, although it was a belligerent against Germany, was not a signatory Power to the Treaty of Versailles; it was not named, with most of the other belligerents against Germany, in the Annex to the Covenant, as an original Member of the League of Nations; and it was not even included among the States which were invited to accede to the Covenant. This situation resulted from the fact that the Government of Costa Rica, during most of the war and at the time of the Peace Conference, had, for well-known reasons, been refused recognition almost universally. The Government of that time, in the opinion of certain States at least, rested upon no popular support, but was based on military force. Its violations of international law were notorious. For these reasons, doubtless, it was excluded from the Peace Conference, and was not included in the League or invited to accede to the Covenant.

After a series of revolutionary attempts against this Government a revolution was successfully consummated late in 1919, and was followed by the election of Senor Giulio Acosta to the Presidency of Costa Rica, for a term of four years<sup>1</sup>.

On October 15<sup>th</sup> 1920, the Secretary-General telegraphed to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, requesting him to furnish the League with authenticated copies of the acts of recognition of the present Government of Costa Rica at the earliest date possible. From the communications of the Chargé d'Affaires of Costa Rica in reply to this telegram<sup>2</sup>, it appears that the present Government of Costa Rica has been recognised *de jure* by the following States Members of the League :

Country	Date of recognition
Spain.....	May-June 1920
The Netherlands.....	July 3 <sup>rd</sup> 1920
Great Britain.....	August 1920
France.....	August 1920
Greece.....	
Roumania.....	
Sweden.....	
Switzerland.....	July 1920
Ecuador.....	July 1920
Colombia.....	July 26 <sup>th</sup> 1920
Belgium.....	
Paraguay.....	

<sup>1</sup> See paragraph 6 of the note of the Chargé d'Affaires of October 20, 1920.

<sup>2</sup> These were : a telegram dated October 19<sup>th</sup> 1920, sent from Madrid, and a note dated October 20<sup>th</sup> 1920. In the note of October 20<sup>th</sup> there were enclosed copies of "La Gaceta" of Costa Rica, in which were published the acts of recognition of the Netherlands, Colombia, The Vatican, and the United States of America.

Costa-Rica a aussi été reconnu *en droit* par :

les Etats-Unis d'Amérique .....	16 Août 1920
l'Allemagne .....	
Autriche .....	
Monaco .....	
le Vatican .....	11 Juillet 1920.

De ces copies authentiques d'actes de reconnaissance, aucune n'a été reçue jusqu'à présent. Le texte de la note du Chargé d'Affaires du 20 Octobre 1920, dans laquelle, entre autres choses, il discute la reconnaissance du Gouvernement actuel de Costa-Rica, est annexé à ce document. (Annexe n° 3).

III. Costa-Rica est bien un Etat qui se gouverne librement <sup>(1)</sup>. Il n'a point passé de Traités ni de Conventions qui infirment d'une façon quelconque sa souveraineté ou son autonomie. Le Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris, dans sa note du 20 Octobre 1920, indiquait que la superficie de Costa-Rica est de 54.000 kilomètres carrés, et que sa population d'après le dernier recensement est de 500.000 habitants.

IV. La demande d'admission de Costa-Rica dans la Société est faite en vertu des stipulations du paragraphe 2 de l'Article 1<sup>er</sup> du Pacte. Il est stipulé dans ce paragraphe qu'un Etat se gouvernant librement peut devenir Membre de la Société pourvu que, entre autres conditions, « il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux ». Dans cet exposé, on attire l'attention sur le 4<sup>me</sup> paragraphe de la note du Chargé d'Affaires de Costa-Rica en date du 14 Septembre 1920, dans laquelle il déclare que Costa-Rica a de tout temps observé et a l'intention sincère de remplir scrupuleusement ses engagements internationaux.

V. Le second paragraphe de l'article premier du Pacte stipule également qu'un Etat demandant à être admis dans la Société accepterait le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens. Dans cet exposé, on attire l'attention sur le cinquième paragraphe de la note du Chargé d'Affaires de Costa Rica, en date du 14 Septembre 1920, ainsi conçu :

« ... Elle (la population de Costa-Rica) ne maintient que les forces militaires et de police indispensables pour assurer le maintien de l'ordre public et de la sécurité nationale. »

Cet exposé fait aussi mention des notes du Chargé d'Affaires des 18 et 20 octobre 1920.

Le rapport de la Commission Permanente technique pour les questions militaires, navales et aériennes, qui a été soumis au Conseil de la Société à sa séance de Bruxelles, du 22 Octobre 1920, se rapportant à Costa-Rica, est annexé ci-après (Annexe n° 4).

Le rapport de la Commission a fait l'objet d'une décision du Conseil qui sera communiquée à l'Assemblée.

On appelle l'attention sur une des déclarations de la Commission contenue dans le rapport, et qui est ainsi conçue :

« La Commission est d'avis qu'elle doit d'abord déclarer nettement que les armements proposés ne devraient être considérés que comme temporaires. »

VI. Le 20 Octobre 1920, le Secrétaire-Général proposait au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, de faire envoyer par le Gouvernement de Costa-Rica, s'il le désirait, un représentant à Genève, afin de fournir, le cas échéant, à l'Assemblée, s'il y avait lieu, tous renseignements utiles au sujet de la demande d'admission de Costa-Rica dans la Société. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de Costa-Rica, par télégramme en date du 1<sup>er</sup> Novembre 1920, a informé le Secrétaire-Général que le Gouvernement de Costa-Rica avait nommé M. Manuel Maria de Peralta comme son représentant à cet effet. Cette information avait été déjà communiquée au Secrétaire-Général par M. de Peralta, le Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, par note, en date du 25 Octobre 1920.

<sup>1</sup> On se réfère dans cet exposé à la note du Chargé d'Affaires en date du 20 Octobre 1920.



Costa Rica has also been recognised *de jure* by :

The United States of America .....	August 16 <sup>th</sup> 1920
Germany .....	
Austria .....	
Monaco .....	
The Vatican .....	July 11 <sup>th</sup> 1920

Authenticated copies of these acts of recognition have not yet been received. The text of the Chargé d'Affaires' note October 20<sup>th</sup> 1920, in which, amongst other things, he discusses the recognition of the present Government of Costa Rica, is annexed to this document. (Annex 3.)

III. Costa Rica is a fully self-governing State<sup>1</sup>. It has concluded no treaties or conventions which in any way impair its sovereignty or self-government.

The Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, in his note of October 20<sup>th</sup> 1920, stated that the area of Costa Rica is 54,000 square kilometers, and that its population, according to the last census, is 500,000 in number.

IV. The application of Costa Rica for admission to the League is made under the provisions of Paragraph 2 of Article 1 of the Covenant. This paragraph provides that a fully self-governing State may become a Member of the League, provided, amongst other conditions, "that it shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations". In this relation attention is invited to the fourth paragraph of the note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica of September 14<sup>th</sup> 1920, in which he states that Costa Rica has at all times observed, and has the sincere intention scrupulously to fulfil, her international obligations.

V. The second paragraph of Article I of the Covenant also provides that a State applying for Membership in the League, "shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval, and air forces and armaments". In this relation attention is invited to the fifth paragraph of the note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica of September 14<sup>th</sup>, 1920, which reads as follows :

« . . . They (the population of Costa Rica) only maintain such military and police forces as are indispensable to ensure respect for public order and national security. »

Reference is also made, in this relation, to the notes of the Chargé d'Affaires of October 18<sup>th</sup> and October 20<sup>th</sup>, 1920.

The report of the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, which was submitted to the Council of the League at its meeting at Brussels, on October 22<sup>nd</sup>, 1920, with reference to Costa Rica, is attached hereto (Annex 4). The report of the Commission has formed the subject of a resolution of the Council, which is to be placed before the Assembly.

Attention is invited to one the findings of the Commission, contained in the report, which reads as follows :

« The Commission considers that it must first of all state clearly that the armaments proposed should only be regarded as provisional. »

VI. On October 20<sup>th</sup> 1920, the Secretary General suggested to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris that the Government of Costa Rica might, if it desired, send a representative to Geneva in order to furnish the Assembly with such information, if any, as it might request, regarding the application of Costa Rica for admission to the League. The Costa Rican Secretary of State for Foreign Affairs, in a telegram dated November 1<sup>st</sup>, 1920, informed the Secretary General that the Costa Rican Government had named Mr Manuel Maria de Peralta as its representative for this purpose. This information had previously been communicated to the Secretary General by Mr de Peralta, the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, in a note dated October 25<sup>th</sup> 1920.

<sup>1</sup> In this relation reference is made to the Chargé d'Affaires' note of October 20<sup>th</sup> 1920.

ANNEXE I.

LEGATION DE COSTA RICA,  
21, RUE ERLANGER,  
PARIS

*le 14 septembre 1920.*

Monsieur le Secrétaire Général,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la République de Costa Rica demande à être admise à la Société des Nations.

D'après l'article 1<sup>er</sup> paragraphe II du Pacte de la Société des Nations, tout Etat qui se gouverne librement peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée.

La République de Costa Rica est dans la pleine jouissance des droits d'un Etat souverain et, comme tel, est en rapports amicaux avec toutes les Puissances civilisées.

Elle, a de tout temps, observé et a l'intention sincère de remplir scrupuleusement ses engagements internationaux.

Son peuple est laborieux et pacifique ; il est régi par des lois justes et libérales et ne possède que le minimum des forces militaires et de police indispensables pour assurer le respect de l'ordre public et la sécurité nationale.

Le Gouvernement de la République de Costa Rica prie le Conseil de la Société de bien vouloir transmettre sa demande d'admission à l'Assemblée de la Société des Nations.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les expressions de ma haute considération.

*(Signé)* MANUEL M. DE PERALTA.

A l'Honorable Sir ERIC DRUMMOND.

Secrétaire Général de la Société des Nations,  
Sunderland House,  
Curzon Street, S. W. 1,  
Londres.

ANNEX I.

(Translation.)

LEGATION OF COSTA RICA,  
21, RUE ERLANGER,  
PARIS.

14<sup>th</sup> September, 1920.

Sir,

Under instructions from my Government I have the honour to inform you that the Republic of Costa Rica requests admission to the League of Nations.

According to Article 1, paragraph 2 of the Covenant of the League of Nations, any fully self-governing State may become a Member of the League if its admission is agreed to by two-thirds of the Assembly.

The Republic of Costa Rica possesses the full rights of a Sovereign State and as such maintains friendly relations with all the Civilised Powers.

The Republic has at all times observed, and has the sincere intention scrupulously to fulfil, her international obligations.

Her population is peaceful and industrious; they are governed by just and liberal laws and only maintain such military and police forces as are indispensable to ensure respect for public order and national security.

The Government of the Republic of Costa Rica requests the Council of the League to be good enough to communicate its application for admission to the Assembly of the League of Nations.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) MANUEL M. DE PERALTA.

To the Hon. Sir ERIC DRUMMOND,  
Secretary-General to the League of Nations,  
Sunderland House,  
Curzon Street,  
London.



## ANNEXE II.

DOCUMENTS DES ARCHIVES DU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS  
SE RAPPORTANT A LA DEMANDE D'ADMISSION FAITE PAR LA RÉPUBLIQUE DE  
COSTA-RICA.

1. Note en date du 14 septembre 1920, émanant du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, adressée au Secrétaire Général, demandant, à la suite d'instructions reçues de son Gouvernement, que la République de Costa-Rica soit admise dans la Société des Nations.

Document de l'Assemblée n° 22.

2. — Note en date du 15 septembre 1920, du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, accusant réception de la communication susdite.

3. — Télégramme en date du 15 octobre 1920, du Secrétaire-Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, demandant qu'il soit remis au Secrétariat Général des copies certifiées conformes des actes de reconnaissance du Gouvernement actuel de Costa-Rica.

4. — Télégramme, en date du 19 octobre 1920, du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris (envoyé de Madrid) au Secrétaire Général, énumérant les divers Gouvernements qui ont reconnu le Gouvernement actuel de Costa-Rica.

5. — Note en date du 19 octobre 1920 du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, au Secrétaire Général, accusant réception du télégramme du Secrétaire Général en date du 15 octobre 1920 et énumérant les Gouvernements qui ont reconnu le Gouvernement actuel de Costa-Rica.

6. — Note en date du 20 octobre 1920 du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, proposant que le Gouvernement de Costa-Rica envoie, s'il le désire, un représentant à Genève ou à proximité.

7. — Note en date du 22 octobre 1920 du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, accusant réception de la note du Chargé d'Affaires en date du 19 octobre 1920.

8. — Note en date du 25 octobre 1920 du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, au Secrétaire Général, répondant à la communication ci-dessus et déclarant qu'il avait été lui-même nommé par son Gouvernement comme représentant à Genève de Costa-Rica.

9. — Télégramme en date du 1<sup>er</sup> novembre 1920 du Ministre des Affaires étrangères de Costa-Rica, à ce même sujet.

10. — Note du 3 novembre 1920 du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris, accusant réception des deux communications ci-dessus.

11. — Note en date du 16 octobre 1920 du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, au Secrétaire Général, se rapportant aux forces militaires, navales et aériennes de Costa-Rica.

12. — Note en date du 21 Octobre 1920 du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, accusant réception de la communication ci-dessus.

13. — Note en date du 18 octobre 1920 du Chargé d'Affaires de Costa-Rica, à Paris, au Secrétaire Général, se rapportant aux forces militaires, navales et aériennes de Costa-Rica.

14. — Note en date du 20 octobre 1920 du Chargé d'Affaires de la République de Costa-Rica, à Paris, au Secrétaire Général, lui transmettant des renseignements sur la République de Costa-Rica.



## ANNEX II.

### LIST OF DOCUMENTS IN THE ARCHIVES OF THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE RELATING TO THE APPLICATION OF COSTA RICA FOR ADMISSION.

1. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris to the Secretary General, dated September 14<sup>th</sup>, 1920, requesting, under instructions from his Government, that Costa Rica be admitted to the League. Assembly Document 22.
2. — Note from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated September 15<sup>th</sup>, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.
3. — Telegram from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated October 15<sup>th</sup>, 1920, requesting that the Secretary General be furnished with authenticated copies of the acts of recognition of the present Government of Costa Rica.
4. — Telegram from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris (sent from Madrid) to the Secretary General, dated October 19<sup>th</sup>, 1920, enumerating the Governments which have recognised the present Government of Costa Rica.
5. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, to the Secretary General, dated October 19<sup>th</sup>, 1920, acknowledging receipt of the Secretary General's telegram of October 15<sup>th</sup> 1920, and enumerating the Governments which have recognised the present Government of Costa Rica.
6. — Note from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated October 20<sup>th</sup>, 1920, suggesting that the Costa Rican Government might, if it desired, send a representative to Geneva, or to some nearly place.
7. — Note from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated October 22<sup>nd</sup> 1920, acknowledging, receipt of the Chargé d'Affaires note of October 19<sup>th</sup> 1920.
8. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris to the Secretary General, dated October 25<sup>th</sup>, 1920, replying to the above communication, and stating that the writer had been named by his Government as its representative at Geneva.
9. — Telegram from to the Secretary of State for Foreign Affairs of Costa Rica, dated November 1<sup>st</sup>, 1920. to the same effect.
10. — Note from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated November 3<sup>rd</sup>, 1920, acknowledging the receipt of the two above communications.
11. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris to the Secretary General, dated October 16<sup>th</sup>, 1920, regarding the military. naval and air forces of Costa Rica.
12. — Note from the Secretary General to the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris, dated October 21<sup>st</sup>, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.
13. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris to the Secretary General, dated October 18<sup>th</sup>, 1920, regarding the military, naval and air forces of Costa Rica.
14. — Note from the Chargé d'Affaires of Costa Rica at Paris to the Secretary General, dated October 20<sup>th</sup>, 1920, transmitting information concerning the Republic of Costa Rica.

### ANNEXE III

NOTE DU CHARGÉ D'AFFAIRES DE COSTA-RICA A PARIS, AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

LÉGATION DE  
COSTA-RICA

7687

Paris, le 20 Octobre 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de résumer ici les diverses réponses aux demandes que vous avez bien voulu adresser au Gouvernement de la République de Costa-Rica en vue de son admission à la Société des Nations, qui sera soumise à la prochaine Assemblée de Genève.

a) Les forces navales de Costa-Rica sont nulles; sa marine marchande se compose de quelques grands bateaux et de centaines de petites embarcations pour le commerce de cabotage.

Dernièrement on a décrété la création d'une flotte centre-américaine pour le commerce international.

b) Les forces militaires s'élèvent, en temps de guerre, à cinquante mille hommes; la garnison, en temps de paix, est de mille. Les armements sont modernes pour les besoins de la défense nationale.

c) Les forces aériennes, militaires ou civiles, n'existent pas.

Les limites du littoral sont :

Sur l'Atlantique, du Nord-Ouest au Sud-Est, de la bouche du fleuve San Juan de Nicaragua (Greytown), 11 degrés de latitude Nord et 83 degrés 35' longitude Ouest de Greenwich, jusqu'à la bouche du fleuve Sixola, 9 degrés 34' latitude Nord et 82 degrés 35' longitude Ouest de Greenwich, sur une longueur de 225 kilomètres environ.

Sur le Pacifique, depuis le centre de la baie de Salinas, 11 degrés 3' 46" latitude Nord et 85 degrés 43' 28" longitude Ouest de Greenwich, jusqu'à la pointe ou cap Burica, 8 degrés latitude Nord et 82 degrés 52' longitude Ouest de Greenwich, sur une longueur de 445 kilomètres environ.

Ports principaux : Le port Limon sur l'Atlantique et Puntarenas sur le Pacifique; tous deux têtes de ligne du Chemin de Fer interocéanique.

La superficie de la République de Costa Rica est de 54.000 kilomètres carrés et sa population, d'après les derniers recensements, est de 500.000 habitants.

Je crois utile d'ajouter que le Gouvernement de Costa-Rica est une République démocratique; le Pouvoir exécutif est alternatif et responsable; le Pouvoir législatif est exercé par un Congrès composé d'une seule Chambre; le Pouvoir Judiciaire, exercé par la Cour Suprême de Justice est composé de magistrats élus par le Congrès.

Le Président de la République a été élu pour 4 ans, en décembre 1919, d'après la Constitution de 1871 et a pris possession de la Première Magistrature de l'Etat le 8 mai 1920.

Ce même jour, il a été reconnu comme Président Constitutionnel de la République de Costa-Rica par dépêche télégraphique, et postérieurement, en Juin 1920, par lettre de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

Le Saint-Siège Apostolique l'a reconnu par Bref du 11 juillet 1920; les Gouvernements de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, des Républiques de Colombie, de l'Equateur, de la Confédération Suisse, en juillet 1920; les Etats-Unis d'Amérique, le 16 août 1920; les Gouvernements de Sa Majesté Britannique et de la République Française, en Août 1920.



### ANNEX III.

NOTE FROM THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF COSTA RICA AT PARIS  
TO THE SECRETARY GENERAL.

COSTA RICA LEGATION.

PARIS, 20<sup>th</sup> October 1920.

To the Secretary-General.

Sir,

I have the honour to send you herewith a summary of the answers to the questions which you have been good enough to address to the Government of the Republic of Costa Rica, with reference to its admission to the League of Nations, application for which will be submitted to the Assembly at the next meeting at Geneva.

*a)* Costa Rica has no navy; its mercantile marine is composed of a few large ships and some hundreds of small craft for the coasting trade.

Recently, the establishment of a Central American fleet for international commerce has been decreed.

*b)* The military forces in time of war amount to 50,000 men; the garnison in time of peace is 1000. The armaments for national defence are modern.

*c)* Costa Rica has no military or civil air force.

The coast limits of Costa Rica are :

On the Atlantic, from the north-west to the south-east, from the mouth of the river San Juan de Nicaragua (Greytown) 11 degrees north latitude and 83 degrees 35' west longitude, to the mouth of the river Sixola, 9 degrees 34' north latitude, and 82 degrees 35' longitude west of Greenwich, a distance of approximately 225 kilometers.

On the Pacific, from the middle of the Bay of Salinas 11 degrees 3' 46" north latitude, and 85 degrees 43' 28" longitude west of Greenwich, as far as Cape Burica, 8 degrees latitude north, and 82 degrees 52' longitude west of Greenwich, a distance of approximately 445 kilometers.

The principal ports are Port Limon on the Atlantic and Puntarenas on the Pacific; both being termini of inter-oceanic railways.

The area of the Republic of Costa Rica is 54,000 sq. kilometers, and its population at the time of the latest census was 500,000 inhabitants.

It would be well to mention that the Government of Costa Rica is a democratic Republic; the executive Power is appointed by rotation (*alternatif*) and is directly responsible; the legislative Power is exercised by a Congress consisting of one House; the Judicial Power is exercised by a Supreme Court of Justice and is composed of Magistrates elected by the Congress.

The President of the Republic was elected for a period of 4 years in December 1919, in accordance with the Constitution of 1871, and took office as Chief Magistrate on the 8<sup>th</sup> May 1920.

On the same day, he was recognised as the constitutional President of the Republic of Costa Rica by telegram, and later, in June 1920, by letter, from H. M. the King of Spain.

The Holy Apostolic See by Brief of the 11<sup>th</sup> July 1920; the Governments of H. M. the Queen of the Netherlands, of the Republic of Columbia and of Ecuador; the Swiss Confederation in July 1920, United States of America, 16<sup>th</sup> August 1920, Britannic Majesty's Government and the French Republic in August 1920, have also recognised him.

Il a été reconnu de même par les Gouvernements de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grèce, la Principauté de Monaco, la Roumanie, la Suède, etc., etc... et par les Républiques hispano-américaines à des dates différentes.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MANUEL M. DE PERALTA.

Annexes : Une carte de la République de Costa-Rica avec l'indication des frontières.

« La Gaceta », journal officiel de Costa-Rica, Nos 198, 203, 206, 214, 217 et 218, publiant les traductions des lettres reconnaissant le Gouvernement actuel de Costa-Rica, du Président de Colombia  
de S. M. la Reine des Pays-Bas  
de Sa Sainteté le Pape Benoît XV  
du Président des Etats-Unis d'Amérique  
de Sa Majesté le Roi de Suède et  
de S. A. le Prince de Monaco.

Comme l'indique la carte ci-jointe, les frontières de la République de Costa-Rica sont :

Au Nord-Ouest la République de Nicaragua depuis l'embouchure du fleuve San Juan de Nicaragua (Greytown) sur la Mer des Caraïbes (Atlantique) suivant en aval le cours du fleuve San Juan et la rive méridionale du lac de Nicaragua, à deux milles de distance du bord de l'eau, jusqu'à la baie de Salines.

Du côté de la République de Panama la frontière commence au Nord-Est, à l'embouchure du fleuve Sixola, sur l'Atlantique, et suit une ligne conventionnelle qui se termine à la pointe ou cap Burica.

Costa-Rica s'étend donc du Nord-Ouest au Sud-Est entre la République de Nicaragua et la République de Panama et entre les océans Atlantique et Pacifique.



He has, moreover, been recognised by the Government of Germany, Austria, Belgium, Greece, the principality of Monaco, Roumania, Sweden, etc., and by the Latin American Republics, on different dates.

I have the honour to be, Sir, etc., etc.

(Signed) MANUEL M. DE PERALTA.

#### ANNEXES

A map of the Republic of Costa Rica, showing the frontiers.

“ La Gaceta ”, Official journal of Costa Rica, Nos 198, 203, 206, 214, 217 and 218, publishing the translations of the letters recognising the present Government of Costa Rica from :

The President of Colombia

H. M. the Queen of the Netherlands

H. Holiness Pope Benedict XV

The President of the United States of America

H. M. the King of Sweden

H. Highness the Prince of Monaco

As the enclosed copy shows, the frontiers of the Republic of Costa Rica are :

On the North-west, the Republic of Nicaragua from the mouth of the river San Juan de Nicaragua (Greytown) on the Caribbean Sea, (Atlantic), following the river San Juan and the southern shore of the Lake of Nicaragua at 2 miles distance from the water's edge, to the Bay of Salinas.

On the side of the Republic of Panama, the frontier commences in the North-east at the mouth of the river Sixola, on the Atlantic, and follows a treaty line ending at Point or Cap Burica.

Costa Rica, thus extends from the north-west to the south-east, between the Republic of Nicaragua and the Republic of Panama and between the Atlantic and Pacific Oceans.

ANNEXE 4.

RAPPORT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PERMANENTE POUR LES  
QUESTIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES.

Bruxelles, le 22 Octobre 1920.

COSTA-RICA.

*Armée.* — Les forces militaires de ce pays ne dépassent pas 4,000 hommes, dont le Gouvernement demande le maintien.

*Avis de la Commission :*

Favorable.

*Marine.* — Costa-Rica ne possède que de petits bateaux de surveillance côtière. S'il estime avoir besoin d'une marine, il doit, conformément aux dispositions du Préambule même, après avoir été admis dans la Société des Nations, présenter une requête à cet effet au Conseil de la Société des Nations.

*Forces aériennes.* = Néant.

Le rapport de la Commission a fait l'objet d'une résolution du Conseil qui sera soumise à l'Assemblée.



ANNEX 4.

REPORT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR  
MILITARY, NAVAL AND AIR QUESTIONS.

Brussels, 22<sup>nd</sup> October 1920.

COSTA RICA.

*Army.* — The Military Forces of this country do not exceed 1,000 men, the maintenance of which to Government request.

*Opinion of the Commission*

Recommends the maintenance of the present forces.

*Navy.* — Costa Rica only possesses small boats in the Coast-Guard Service, and should in accordance with the provisions of the Preamble even after its admission to the League, present a request to the Council if it considers that it requires a Navy.

*Air Forces.* — None.

The report of the Commission has formed the subject of a resolution of the Council, which is to be placed before the Assembly.

